

«Nous voulons établir un pont entre l'Afrique et les marchés financiers»

Le 10/10/22 à 07h08 par Adrien Paredes-Vanheule

La gestion d'actifs française compte un nouvel acteur, Qantara Asset Management, qui se spécialise sur la dette souveraine africaine. James Kuate, managing partner et co-fondateur de Qantara AM avec Alain William, dévoile les ambitions de la nouvelle société de gestion en exclusivité à NewsManagers.



James Kuate, co-fondateur et managing partner de Qantara Asset Management (Qantara AM)

NewsManagers: Quel est votre parcours ?

James Kuate: Après des études d'actuariat à Lyon, j'ai entamé ma carrière en 1996 à la Compagnie Parisienne de Réescompte (CPR) dans une équipe de trading pour compte propre logée au sein du SVT (spécialiste en valeurs du Trésor). Nous faisons de l'arbitrage sur les courbes de taux. L'équipe est ensuite partie à la Bred deux ans plus tard. Par la suite, j'ai rejoint ING à Paris pour y développer une activité d'arbitrage sur les obligations

convertibles de 1999 à 2005 puis chez Fortis à Londres de 2005 à 2008. En 2009, j'ai rejoint l'équipe de gestion obligataire de Generali avant de gérer des fonds de convertibles chez ABN Amro à partir de 2014. ABN Amro a ensuite cédé toute sa gestion directe à Candriam où j'ai continué à gérer des fonds de convertibles de 2018 à mai 2022.

Comment s'est concrétisée la création de Qantara Asset Management ?

Cela faisait longtemps que je réfléchissais à faire quelque chose autour de l'Afrique, ayant moi-même des origines camerounaises. Le Covid a sans doute aidé début 2020. Avec Alain William, nous avons établi la société en avril 2022 puis avons obtenu l'agrément de l'AMF en tant que société de gestion de portefeuille au mois de juillet avec des conditions suspensives que nous sommes en train de lever progressivement. Nous envisageons de lancer notre premier fonds au mois de décembre. Nous allons, dans un premier temps, nous concentrer sur les activités de gestion, d'analyse et de commercialisation. Les fonctions de middle-office, de conformité, de ressources humaines et d'informatiques seront, elles, externalisées.

Que symbolise votre marque ?

El Qantara est le nom d'une ville en Egypte à la sortie d'un pont qui enjambe le canal de Suez et relie l'Afrique au reste du monde. L'idée de Qantara Asset Management est d'établir un pont entre l'Afrique et les marchés financiers. Avec d'un côté du pont, une porte d'entrée vers l'Afrique pour les investisseurs internationaux. Et de l'autre côté du pont, un accès aux produits financiers internationaux pour les épargnants du continent. Il y a une épargne importante en Afrique avec peu de supports pour les épargnants africains actuellement, l'idée à terme serait de pouvoir distribuer en Afrique une gamme plus large de produits financiers.

Quelle sera la spécialité de Qantara Asset Management ?

Nous nous spécialisons sur la dette souveraine africaine. Notre ambition est d'orienter une partie de l'épargne mondiale vers le financement des Etats africains et de contribuer ainsi à leur développement. C'est une classe d'actifs de niche qui nous permet de nous démarquer dans le marché. Nous le constatons lorsque nous parlons aux institutionnels, ils sont réceptifs car on leur propose autre chose qu'ils ne connaissent pas ou peu et n'ont pas spécialement en portefeuille. Nous avons déjà des marques d'intérêts d'investisseurs institutionnels pour le lancement du premier fonds.

Nous estimons aujourd'hui que la dette souveraine africaine est une classe d'actifs avec un gisement suffisamment grand.

Quel intérêt présente la dette souveraine africaine pour les investisseurs ?

L'Afrique a beaucoup changé dans son mode de financement. Il y a vingt ans, les pays africains se finançaient majoritairement auprès des grandes institutions multilatérales comme la Banque Mondiale et des partenaires bilatéraux. Après la crise de 2008 et la baisse des taux en Occident, beaucoup de pays africains se sont mis à émettre de la dette sur les marchés internationaux car leurs marchés domestiques étaient trop petits. Nous estimons

aujourd'hui que c'est une classe d'actifs avec un gisement suffisamment grand. Il existe très peu de fonds de dette émergente uniquement dédiés à l'Afrique. Or, le poids des pays africains dans les indices émergents est en train de croître et représente aujourd'hui 13% de l'indice JPM EMBI GD. Les marchés de dette africains demeurent assez peu regardés et sous-couverts du point de vue de la recherche. Ils offrent pourtant de la diversification et un couple rendement risque attractif. C'est une classe d'actifs sujette à des chocs macro-économiques mais qui offre beaucoup d'opportunités pour ceux qui la connaissent bien.

Pourquoi restent-ils peu couverts ?

Il y a beaucoup d'amalgames sur la classe d'actifs. L'Afrique se compose de 54 pays mais dans l'esprit des investisseurs, elle se résume souvent à trois blocs. L'Afrique du Sud, le Maroc et l'Égypte et le reste. Les histoires de guerres et de corruption nourrissent tout autant les amalgames et le reste des pays n'est par conséquent pas très connu. De la même manière, les investisseurs restent sur l'image de pays africains exportateurs de matières premières alors que certaines économies sont très diversifiées. Les pays d'Afrique ont des dynamiques économiques différentes, ce qui n'est pas forcément reflété dans les spreads des dettes. une société avec une recherche fondamentale pointue et un processus d'investissement robuste peut générer de l'alpha sur la dette africaine.

Quel regard portez-vous sur les restructurations de dettes des pays africains ?

La nouveauté est la diversité des créanciers autour de la table. Les Etats doivent composer et s'entendre avec les créanciers multilatéraux, bilatéraux et le secteur privé. Et souvent tout le monde n'est pas assis à la table des négociations au même moment. Les enjeux ne sont pas les mêmes pour tous les créanciers, ce qui rend toute entente compliquée. Avec les chocs macros récents (Covid, Ukraine et surtout hausse du dollar) beaucoup de pays africains font face à des problèmes de refinancement comme la Zambie, l'Éthiopie, le Mozambique, le Ghana ou encore l'Égypte. La Chine a récemment annulé quelques prêts d'une taille relativement modeste mais il est évident que les pays les plus endettés vont demander de l'aide. Le FMI est d'ailleurs déjà actif. D'autres restructurations de dettes sont à attendre, mais c'est le cas aussi pour d'autres émergents hors d'Afrique.

Quid du poids de la Chine dans la dette souveraine africaine ?

La Chine détient environ 20% de la dette africaine, soit autant que les marchés. Son poids est lourd dans certains pays comme l'Éthiopie ou l'Angola, moins dans d'autres. Les pays africains ont besoin de financement pour se développer. Il y a des concessions derrière chaque prêt. Plus que l'origine du prêteur, l'important est une bonne utilisation et le maximum de transparence sur ces dettes.

Notre premier fonds sera totalement investi sur la dette souveraine et supranationale de pays africains en devise dure.

A quoi ressemblera votre premier fonds ?

Le fonds sera un FCP conforme à la réglementation Ucits et va permettre aux institutionnels de jouer le thème de la croissance africaine. Il sera investi à 100% sur la dette souveraine et

supranationale de pays africains en devise dure (dollar, euro). Cette classe d'actifs a la taille critique et la liquidité suffisante. Le gisement est de l'ordre de 200 milliards de dollars et compte environ 40 émetteurs.

Le fonds aura-t-il une composante verte ?

Nous visons une classification SFDR Article 8 pour notre fonds. Nous souhaitons intégrer les critères ESG qui ont le plus de sens à notre avis pour l'Afrique. Il y a beaucoup à dire sur les aspects environnementaux, sociaux et gouvernance (ESG) de l'Afrique. C'est le continent qui pollue le moins et celui qui risque d'être le plus impacté par le changement climatique. Sur le plan social, l'Afrique est le seul continent qui va voir sa population croître dans les années à venir, ce qui constitue un défi important pour le continent. L'Afrique peut être à terme un réservoir de main d'œuvre qualifiée pour le monde entier. Et enfin l'impact de la gouvernance sur les pays africains ou émergents est très important et presque immédiatement visible sur la croissance comme nous l'avons vu au Maroc, au Rwanda ou encore en Côte d'Ivoire. Les trois critères sur lesquels nous mettrons l'accent seront la transition énergétique, l'éducation et la gouvernance.